



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

POLICE MUNICIPALE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
Arrêté n°2023-2013

OBJET: AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC, SQUARE VELINE, DECEMBRE 2023, MADAME DIANA SYLVIE.

Le Maire de Gardanne,

Vu la Loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de circulation et de stationnement,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2213-4 et L. 2213-6, portant dispositions générales relatives aux pouvoirs du Maire en matière de police,
Vu le Code Pénal et notamment les articles R610-5, R632-1, R634-2, R644-2 et R644-3;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, L.325-1 à L.325-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1 à R 417-12,
Vu le Code de Sécurité Intérieure et notamment l'article L 511-1 et suivants,
Vu les décisions N°2023-61 et 2023-64 de Monsieur le Maire portant tarification de l'occupation du domaine public pour l'année 2023,
Vu l'arrêté 2022-168 en date du 15 novembre 2022 relatif à la délégation de signature de Monsieur le Maire,

Considérant la demande présentée par Madame DIANA Sylvie d'occuper le square Veline pendant le mois de décembre 2023,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'une manière générale d'autoriser les occupations privatives du domaine public et de les réglementer dans l'intérêt de la sécurité,

ARRÊTE

Article 1 :

Madame DIANA Sylvie est autorisée à occuper le domaine public (square Veline) en vue d'installer son food truck de 16h00 à 18h30 les jours suivants :

Les 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 26, 27, 28 et 29 décembre 2023.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant. Elle est personnelle et incessible.

Article 3 :

La redevance concernant l'occupation du domaine public pour l'installation d'un food truck s'élève à 30 euros par jour, conformément aux décisions tarifaires N°2023-61 et 2023-64. Madame DIANA devra s'acquitter de la somme de **150 euros** (5 jours travaillés sur la période des 15 jours suscités dans l'article 1), à régler auprès des placiers de la commune à la police municipale de Gardanne, avant la date de la manifestation. Son non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 4 :

Le pétitionnaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la morale, à l'hygiène, à l'entretien et aux nuisances sonores tel que :

La morale

Il est formellement interdit d'exposer sur les terrasses et les étalages des livres, brochures, publications, photographies, gravures ou autres objets attentatoires à l'ordre public, à la décence ou à la morale.

Toute infraction pourra entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation d'étalage.

L'hygiène

Toutes les dispositions du règlement sanitaire départemental, des arrêtés municipaux et des normes en vigueur concernant les denrées alimentaires et les dispositifs de cuisson doivent être respectées.

Toute infraction pourra entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation d'étalage.

L'entretien

L'exploitant doit tenir constamment en parfait état de propreté la parcelle et ses abords.

Tous dépôts de déchets, détritiques doivent être enlevés immédiatement.

Il est interdit de déverser huiles et autres liquides pollués sur la voie publique et le réseau pluvial.

Toute infraction pourra entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation d'étalage.

Nuisances sonores

En cas de diffusion de musique à l'intérieur d'un établissement, une étude d'impact sonore doit être réalisée et l'exploitant devra se conformer aux conclusions de ladite étude.

A l'extérieur, aucune diffusion musicale n'est autorisée.

Une autorisation à titre exceptionnel pourra être acceptée si :

- Une demande écrite a été faite à la Mairie, 15 jours avant la manifestation.
- Dans le respect des mesures prévues par l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône concernant les nuisances sonores.

L'exploitant est responsable du bruit généré par sa clientèle et l'exploitation de sa terrasse. Il doit veiller à ne pas troubler la tranquillité publique des riverains.

Toute infraction pourra entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation d'étalage.

S'engage à respecter

Article 5 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment sans indemnité en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées, ou en raison d'impératifs d'intérêt général nécessitant la fin de l'occupation du domaine public par un tiers.

Article 6 :

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le responsable de la police municipale et Monsieur le Commandant de la brigade de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

Fait à Gardanne, le 14 novembre 2023.

Le Maire

Hervé GRANIER



DELAIS ET VOIES DE RECOURS Le présent arrêté peut faire l'objet d'une action en annulation totale ou partielle :

- soit dans les deux mois suivant sa date de publication au recueil des actes administratifs, par recours gracieux adressé à Monsieur le Maire de Gardanne, Hôtel de Ville Cours de la République, 13120 Gardanne,

- soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille. Le requérant peut également saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

En cas de notification de rejet du recours gracieux, ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par l'Administration saisie du recours, le requérant disposera de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille.

affiché le :

